

Départements 75, 78, 92, 93, 94, 95

CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE (SARL/EURL) AVEC OU SANS DÉBUT D'ACTIVITÉ

Formulaires

- Formulaire de déclaration de constitution d'une SARL (M0 – intégralité des feuillets).
- Intercalaire relatif au(x) bénéficiaire(s) effectif(s) d'une société (M' BE Sociétés)
- Le cas échéant, formulaire de déclaration relative au(x) nom(s) de domaine du ou des sites internet (NDI).
- Formulaire TNS pour le gérant majoritaire ou pour tous les gérants en cas de co-gérance majoritaire.

Pièces justificatives

POUR LE(S) GÉRANT(S)¹

- 1 original de la déclaration sur l'honneur de non condamnation et de filiation.
 - Gérant(s) de nationalité française
- 1 copie recto-verso de la carte nationale d'identité ou du passeport, en cours de validité.
 - Gérant(s) de nationalité étrangère résidant en France
 - **Pour les ressortissants de l'Union européenne, de l'Islande, de la Norvège, du Liechtenstein, de la Suisse, d'Andorre, de Monaco et de Saint-Marin**
- 1 copie recto-verso de la carte nationale d'identité ou du passeport, en cours de validité².
 - **Pour les autres ressortissants**
- 1 copie recto-verso d'un titre de séjour ou 1 copie du récépissé de demande d'un titre de séjour, en cours de validité et à l'adresse du domicile actuel³, permettant l'exercice d'une activité commerciale⁴.
 - Gérant(s) de nationalité étrangère non résidant en France
- 1 copie recto-verso de la carte nationale d'identité ou du passeport, en cours de validité⁵.

¹ En cas de présence d'une personne ayant le pouvoir d'engager à titre habituel la société (fondé de pouvoir), il faut fournir les mêmes pièces.

² Le cas échéant, accompagnée d'une traduction libre certifiée conforme par le titulaire de la pièce.

³ Pour le 78 et le 92, le titre de séjour n'a pas à être à l'adresse du domicile actuel. Pour le 92, il faut néanmoins ajouter une pièce complémentaire pour justifier de l'adresse actuelle.

⁴ Les titres de séjour qui permettent l'exercice d'une activité commerciale portent les mentions « Entrepreneur/ profession libérale », « Vie privée et familiale », « compétence et talent » et « passeport talent » mais, dans ce dernier cas, uniquement lorsque la mention est délivrée sur le fondement du 5°, 6°, 7°, 8° ou 10° de l'[article L. 313-20 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile](#)

⁵ Le cas échéant, accompagnée d'une traduction libre certifiée conforme par le titulaire de la pièce.

Départements 75, 78, 92, 93, 94, 95

POUR L'ADRESSE DE LA SOCIÉTÉ ET DE L'ÉTABLISSEMENT⁶

• En cas de création de l'activité ou en cas de constitution sans activité

- 1 copie du justificatif du local commercial (bail commercial, acte de sous-location, acte de cession de droit au bail portant mention de l'enregistrement auprès des impôts...).

OU

1 copie du contrat de domiciliation dans une entreprise de domiciliation agréée par la Préfecture.

OU

1 copie d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois aux nom et prénom du gérant (facture EDF, quittance de loyer, taxe foncière ou d'habitation...) ou, si le gérant est hébergé, 1 attestation originale d'hébergement + 1 copie d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois aux nom et prénom de la personne qui héberge + 1 copie de la pièce d'identité de la personne qui héberge

OU

En cas de constitution sans activité suite à une promesse d'achat de fonds de commerce ou de cession de droit au bail : 1 attestation de mise à disposition signée par le propriétaire des murs ou, excepté pour le 92, 1 copie de la promesse de vente portant jouissance du local ou, excepté pour le 93, une promesse de cession de droit au bail⁷.

• En cas d'achat ou d'apport d'un fonds de commerce

- 1 copie de l'acte d'achat ou d'apport portant mention de l'enregistrement⁸ auprès des impôts et, si l'acte ne comporte pas le droit au bail, 1 copie du justificatif du local.
- 1 copie de l'attestation de parution dans un journal d'annonces légales indiquant le nom du journal et la date de parution ou 1 exemplaire du journal d'annonces légales ayant publié l'avis.
- Si un avis a été publié au BODACC, 1 copie de l'avis ou de la facture.

• En cas de location-gérance ou gérance-mandat d'un fonds de commerce

- 1 copie du contrat de location-gérance ou de gérance-mandat portant mention de l'enregistrement auprès des impôts si le contrat est à durée indéterminée **et**, si l'acte ne comporte pas le droit au bail, 1 copie du justificatif du local.
- 1 copie de l'attestation de parution dans un journal d'annonces légales indiquant le nom du journal et la date de parution ou 1 exemplaire du journal d'annonces légales ayant publié l'avis.

POUR LA SOCIÉTÉ

- 1 original des statuts paraphés, datés et signés par le(s) associé(s).
- 1 copie de l'attestation de dépôt des fonds⁹, sauf si le nom et l'adresse de la banque figurent dans les statuts.
- 1 copie de l'acte de nomination du ou des gérant(s) certifiée conforme par le(s) gérant(s), sauf s'ils sont désignés dans les statuts.
- En cas d'apport en nature, 1 original du rapport du commissaire aux apports ou, sauf pour le 94, 1 original de la décision unanime des associés de ne pas recourir à un commissaire aux apports¹⁰.

⁶ Si l'adresse de l'établissement principal est différente de celle du siège social, il faut fournir les justificatifs pour chacune des deux adresses. La domiciliation au domicile du représentant légal ou dans une entreprise de domiciliation est réservée au siège social.

⁷ Dans le 78, il faut ajouter une requête au juge commis à la surveillance du RCS + le coût afférent.

⁸ Sauf si l'acte est établi par un notaire ; dans ce cas, l'enregistrement peut avoir lieu après la formalité au CFE.

⁹ Dans le 75 et le 78, l'attestation doit être certifiée conforme par le(s) gérant(s).

¹⁰ La décision de ne pas recourir à un commissaire aux apports est soumise à des conditions. Consulter votre CFE.

Départements 75, 78, 92, 93, 94, 95

- 1 copie de l'attestation de parution dans un journal d'annonces légales indiquant le nom du journal et la date de parution ou un exemplaire du journal d'annonces légales ayant publié l'avis.

AUTRES PIÈCES

- En cas de présence d'un conjoint/partenaire pacsé collaborateur¹¹

- Pour le conjoint : 1 extrait original d'acte de mariage ou 1 extrait original d'acte de naissance portant mention du mariage ou 1 copie du livret de famille à jour.
- Pour le partenaire pacsé : 1 extrait original d'acte de naissance portant mention du PACS ou 1 certificat de PACS délivré par le tribunal d'instance.
 - **Pour le 92 uniquement**, ajouter 1 original de l'attestation du conjoint/partenaire pacsé collaborateur.
 - **Pour le 95 uniquement**, ajouter 1 copie de la pièce d'identité du conjoint/partenaire pacsé en cours de validité.

- En cas de nomination de commissaires aux comptes, titulaires et suppléants

- 1 copie de l'acte de nomination des commissaires aux comptes certifiée conforme par le(s) gérant(s), sauf s'ils sont désignés dans les statuts.
- 1 copie (pour les départements 75, 78, 92 et 93) ou 1 original (pour les départements 94 et 95) de la lettre d'acceptation des fonctions par les commissaires aux comptes titulaires et suppléants.
- 1 copie de l'attestation d'inscription à la compagnie régionale des commissaires aux comptes, sauf pour le 94.

- En cas d'exercice d'une activité réglementée pour le RCS

- En fonction de l'activité, 1 copie ou 1 original de l'autorisation ou de la déclaration préalable¹².

- En cas de signature du formulaire par une autre personne que le représentant légal

- 1 original du pouvoir nominatif signé par le gérant, sauf si les actes comportent la procuration donnée au signataire du formulaire.
 - **Pour le 93 uniquement**, ajouter 1 justificatif de l'identité du bénéficiaire du pouvoir (copie de la pièce d'identité en cours de validité pour une personne physique ou copie d'un extrait K-bis de moins de 3 mois pour une société).

Pour vous aider à préparer votre dossier (formulaire, modèles de document, tarif...), rendez-vous sur notre site à l'adresse <https://www.entreprises.cci-paris-idf.fr/web/formalites>

¹¹ Sauf pour le 94.

¹² Consulter votre CFE.